RCS : EVREUX
Code greffe : 2702

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVREUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 D 01138
Numéro SIREN : 424 277 663
Nom ou dénomination : "DAMI"

Ce dépôt a été enregistré le 25/06/2015 sous le numéro de dépôt 2175

« **DAMI** »
Société Civile Immobilière au capital de 382.000 €

Siège social :

Route de Louviers
27110 LE NEUBOURG

R.C.S. EVREUX 424.277.663

SAISI le
25 JUIN 2015
Par 2175

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE DU 14 AVRIL 2015

L'An Deux Mille Quinze,

Et le Quatorze Avril à 9 heures,

Les associés de la société civile immobilière **"DAMI"** se sont réunis au siège social en assemblée générale extraordinaire d'un commun accord.

Sont présents ou représentés :

- La SOCIETE DE DISTRIBUTION DU NEUBOURG ET DE L'ECALIER, propriétaire de 1 part, ci ..... 1 part

- La Société GAQUEN, propriétaire de 19.097 parts, ci..... 19.097 parts

- Monsieur Philippe MICHAUD, propriétaire d'1 part, ci..... 1 part

- La SCA Normande , propriétaire d'1 part, ci..... 1 part

Total des parts présentes ou représentées : 19.100 parts sur les 19.100 parts composant le capital social.

Tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée générale peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Philippe MICHAUD préside la séance en qualité de gérant associé.

Le Président dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- le texte des résolutions proposées ;
- le rapport du gérant.

L'assemblée générale sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations.

Greffe du Tribunal de Commerce d'Evreux : dépôt N°2175 en date du 25/06/2015

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Modification des statuts suite à cession de parts,

- Mise en harmonie des statuts avec les dispositions ACDLec applicables aux sociétés civiles propriétaires de l'immobilier,

- Pouvoirs à donner.

- Questions diverses.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, compte tenu de l'assemblée générale du 06 mars 2015 constatant la libération intégrale du capital social, et compte tenu de la réalisation de cessions de parts sociales par la société S.D.N.E au profit de la société GAQUEN et de la SCA Normande, décide de modifier en conséquence les articles 6 et 8 des statuts, désormais rédigés comme suit :

Article 6 - APPORTS

1°) Lors de la constitution le 15 juin 1999, il a été apporté à la société :
une somme de 382.000 €

2°) Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Le Neubourg du 27 mars 2015, la société S.D.N.E. a cédé 18.907 parts sociales au profit de la société GAQUEN. Par acte complémentaire du 30 mars 2015, il a été précisé que le transfert de propriété et de jouissance de ces parts sociales est fixé au 01 avril 2015, et non au 27 mars 2015.

3°) Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Le Neubourg du 27 mars 2015, la société S.D.N.E. a cédé 1 part sociale au profit de la SCA Normande. Par acte complémentaire du 30 mars 2015, il a été précisé que le transfert de propriété et de jouissance de cette part sociale est fixé au 01 avril 2015, et non au 27 mars 2015.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES - LIBERATION DU CAPITAL

I - Le capital social est fixé à la somme de Trois Cent Quatre Vingt Deux Mille (382.000) €.

Il est divisé en Dix Neuf Mille Cent (19.100) parts sociales numérotées de 1 à 19.100 d'une valeur nominale de Vingt (20) € chacune.

Ces parts sont attribuées aux associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

- La SOCIETE DE DISTRIBUTION DU NEUBOURG ET DE L'ECALIER,
à concurrence de Une part,
numérotée 1, ci ..... 1 part

- La SCA Normande,
à concurrence de Une part,
numérotée 2, ci ..... 1 part

- La Société GAQUEN,
à concurrence de Dix Neuf Mille Quatre Vingt Dix Sept parts,
numérotées de 3 à 19.099, ci ..... 19.097 parts

- Monsieur Philippe MICHAUD, à concurrence d'une part,
numérotée 19.100, ci ..... 1 part

Total égal au nombre de parts composant
le capital social : Dix Neuf Mille Cent parts, ci ..... 19.100 parts

Ces parts ont été libérées dans les conditions prévues aux présents statuts ; l'assemblée du 06 mars 2015 a constaté la libération intégrale du capital social.

Le reste de l'article est sans changement.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après en avoir délibéré, décide de mettre les statuts en harmonie avec les dispositions ACDLec applicables aux sociétés civiles, propriétaires de l'immobilier, afin d'intégrer dans les statuts un pacte de préférence portant sur les parts de la société immobilière et l'immobilier, et renforcer la majorité pour approbation de toute cession de parts de la société ou de l'immobilier.

L'assemblée générale décide par conséquent de modifier les articles 12 et 16 et d'insérer un nouvel article 13 « CESSION DE L'IMMEUBLE ET DES DROITS SOCIAUX » dans les statuts. La numérotation des articles sera décalée en conséquence. (L'article 16 sus mentionné deviendra donc le 17).

Ainsi les modifications suivantes sont apportées :

« Article 13 – CESSION DE L'IMMEULE ET DES DROITS SOCIAUX

Dans le cadre du présent article, les termes visés ci-après ont les définitions suivantes :

Société : désigne la SCI DAMI
Associés : désigne les associés de la SCI DAMI
Bénéficiaire : désigne la société S.D.N.E., société exploitante

1°) DROIT DE PREFERENCE

La société et/ou ses associés, chacun en ce qui le concerne, consentent à la société exploitante (au BENEFICIAIRE) qui accepte, un droit de priorité de se porter acquéreur des biens ci-après définis, de préférence à toute autre personne :

A prix égal et conditions identiques,
Le tout selon les modalités, charges et conditions ci-après précisées.

La société exploitante (BENEFICIAIRE) pourra dans l'exercice de son droit se substituer la SCA Normande (SOCIETE COOPERATIVE REGIONALE) ou toute société contrôlée par une ou plusieurs personnes titulaires du droit d'usage de l'enseigne E. Leclerc. En ce cas, le conseil de parrainage de la société exploitante (BENEFICIAIRE) désignera la société substituée.

2°) - BIENS OBJET DE LA PREFERENCE

La préférence présentement constituée s'appliquera :

- ✓ au droit de propriété, ainsi qu'à ses démembrements (nue-propriété et usufruit) portant sur un ensemble immobilier sis à LE NEUBOURG (27110) Route Départementale 840 - La Mare aux Joncs, cadastré section AP n° 40. De convention expresse, en cas de division de cet immeuble ayant pour effet d'isoler juridiquement l'ensemble des cellules commerciales formant la galerie marchande, celles-ci seront soustraites à la préférence présentement convenue, sauf si un concept E. Leclerc y est exploité.

- ✓ aux droits conférés par tout contrat de crédit-bail immobilier portant sur l'immeuble ci-dessus.

- ✓ au droit de propriété, ainsi qu'à ses démembrements (nue-propriété et usufruit) portant sur les parts sociales émises par la SOCIETE ou que celle-ci viendrait à émettre à la faveur de quelque opération juridique que ce soit.

3°) OPERATIONS CONCERNEES

Le droit de préférence pourra être exercé en cas d'aliénation à titre onéreux de tout ou partie de l'un des trois biens qui en sont l'objet tels qu'énoncés au paragraphe 2°) ci-dessus, quelles que soient la forme et les modalités de l'aliénation, mais sous les réserves et précisions ci-après.

3.1 En cas de vente, le droit de préférence sera applicable, même si le prix est stipulé ou converti en rente viagère, si le transfert de propriété est retardé, si la vente comporte une réserve de jouissance, ou selon toutes autres modalités.

3.2 Si la vente a lieu aux enchères, il sera procédé de la manière suivante, quelle que soit la cause du recours aux enchères :

- ✓ un dire du cahier des charges devra relater l'existence et les modalités du droit de préférence ;

- ✓ le titulaire du droit de préférence devra être personnellement convoqué à l'adjudication, au moins un mois à l'avance, avec toutes précisions utiles ;

- ✓ le titulaire du droit de préférence pourra se substituer au dernier enchérisseur, à prix égal et conditions identiques, par déclaration à formuler immédiatement dès la clôture des enchères.

A défaut de quoi le droit de préférence serait éteint et son titulaire dépourvu de toute autre prérogative.

3 - 3 En cas d'apport en société, le droit de préférence, s'il est exercé, donnera lieu à paiement, par la société exploitante (BENEFICIAIRE) entre les mains de la société et/ou de ses associés, d'une somme égale à la valeur d'apport.

3 - 4 En cas de cession des droits attachés à une opération de crédit-bail immobilier, le droit de préférence sera inapplicable à toute cession qui viendrait à être exclusivement mise en œuvre au profit de la SOCIETE ou de la société exploitante (BENEFICIAIRE) en exécution de la promesse unilatérale de vente consentie par le crédit-bailleur.

3 - 5 Le droit de préférence ne pourra être exercé ni en cas de transmission à cause de mort, ni en cas d'aliénation entre vifs à titre gratuit

4°) DUREE

Le droit de préférence présentement convenu l'est pour la durée des présents statuts soit jusqu'au 17 septembre 2098.

5°) PROCEDURE DE LA PREFERENCE

Préalablement à toute aliénation et pour permettre à la société exploitante (BENEFICIAIRE) d'exercer son droit de préférence, la société et/ou ses associés notifiera son intention de céder tout ou partie de l'un des trois biens objet du droit de préférence. Copie de cette notification sera adressée à la SCA Normande (SOCIETE COOPERATIVE REGIONALE). Cette notification devra contenir, en particulier :

- les éléments essentiels relatifs à l'identification du tiers candidat cessionnaire ;
- la détermination précise de l'objet de l'aliénation ;
- le prix,
- les modalités relatives à l'entrée en jouissance du cessionnaire.

Une copie, certifiée conforme, de l'offre d'achat signée par le cessionnaire sera jointe à cette notification.

A compter de la réception par la société exploitante (BENEFICIAIRE) de la notification ci-dessus, celui-ci ou la personne substituée disposera d'un délai de deux mois pour faire connaître sa propre réponse en cas de décision de se porter acquéreur. Cette réponse ne pourra, à peine de nullité, être assortie de condition ou de modification des modalités de l'opération projetée, autre que celle(s) éventuellement imposée(s) par un texte d'ordre public. Le défaut de respect de ce délai emportera caducité du droit de préférence.

La société exploitante (BENEFICIAIRE), ou la société substituée, disposera d'un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de sa réponse contenant décision de se porter acquéreur pour réaliser la cession. La réalisation de la cession s'entend de la signature des actes définitifs et parfaits, ainsi que du paiement intégral des frais et du prix.

A défaut de respect de ce délai, par le fait de la société exploitante (BENEFICIAIRE) ou celui de la personne substituée, sa levée d'option serait caduque à l'expiration du délai de réalisation, sans qu'il soit besoin d'une quelconque formalité.

La société et/ou ses associés, de son côté, s'engage à faire toute diligence afin de faciliter la réalisation de la cession. Il s'oblige, notamment, à engager toute consultation de la collectivité des associés, exprimer tout vote touchant à l'agrément du cessionnaire ou la vente de l'immeuble, fournir au rédacteur des actes de cession les titres de propriété, imprimés administratifs, esquisses cadastrales, ...

6°) TRANSMISSIBILITE PASSIVE DU PACTE

1. Les stipulations des présents statuts et les droits et obligations qui en découlent, engagent les héritiers, successeurs et ayants droit de la société et/ou ses associés. Ceux-ci seront tenus indivisiblement et solidairement des engagements qui y figurent.

   La société et/ou ses associés devra, en conséquence et notamment, imposer à son donataire ou légataire l'obligation de respecter les présents statuts pour le cas où ledit donataire ou légataire voudrait lui-même disposer, dans les mêmes conditions, des droits acquis par lui avant l'expiration du délai de validité des présents statuts.

   De même, en cas de décès de l'ASSOCIE, ses héritiers et représentants seront tenus, même s'ils sont incapables, d'exécuter les engagements résultant des présentes.

   En cas de transmission universelle de patrimoine de la SOCIETE, notamment en cas de fusion ou en cas de dissolution sans liquidation, le ou les bénéficiaires de cette transmission viendront pareillement aux droits et obligations de la SOCIETE.

2. En cas d'aliénation n'ayant pas donné lieu à exercice effectif du droit de préférence, celui-ci sera transmis passivement et de plein droit au nouveau titulaire du bien.

7°) - DROITS CONCURRENTS

La société et/ou ses associés déclarent n'avoir consenti et s'interdire de consentir volontairement, directement ou indirectement, aucun droit de préemption, de préférence ou de priorité ou droit analogue, de nature à concurrencer le présent droit de préférence.

La société exploitante (BENEFICIAIRE) se réserve - ce qui est expressément accepté par la sociétés et/ou ses associés - le droit d'invoquer la nullité de toute aliénation intervenue au mépris de engagements présentement convenus, ainsi que celui d'être purement et simplement substitué au cessionnaire.

8°) NOTIFICATIONS

Toute notification ou convocation, quelqu'en soit l'auteur, peut être adressée à son choix :

- ✓ par lettre recommandée avec ou sans demande d'avis de réception ;
- ✓ par lettre simple, contre remise d'un récépissé de ladite lettre (double de celle-ci visé par le récipiendaire, ou son représentant) ;
- ✓ par exploit d'huissier.

Il est en outre prévu ce qui suit :

- ✓ en cas d'exploit d'huissier, les frais en seront supportés par l'auteur de la notification ;
- ✓ en cas de recours à une lettre recommandée, la date de première présentation à bonne adresse, par le service postal, sera seule retenue, qu'il y ait eu acceptation ou défaut d'acceptation (pour une raison quelconque) de la lettre recommandée.

9°) - MODIFICATION DU PRESENT ARTICLE

Toute modification de l'article 13 « Cession de l'immeuble et des droits sociaux » nécessite une décision des associés à l'unanimité. »

« Article 12 – TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES – CLAUSES D'AGREMENT

1°) Cessions entre vifs

Le premier alinéa est désormais rédigé comme suit :

La cession des parts sociales même entre associés et à toute personne étrangère à la société est soumise au consentement des associés adopté à la double majorité des trois quarts en nombre et en voix des associés.

Le reste de l'article est sans changement.

« Article 17 – CONDITIONS REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES ET CELLES QUI MODIFIENT LES STATUTS

Il est inséré les deux alinéas suivants :

L'assemblée générale extraordinaire statuant sur la modification de l'article 13 des statuts est prise à l'unanimité.

L'assemblée générale extraordinaire approuvant la cession des parts ou de l'immobilier, est prise à la double majorité des trois quarts du nombre des associés et des voix des associés. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

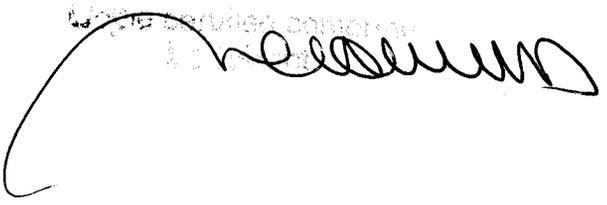
L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée,

De tout ce que dessus il a été dressé, le présent procès-verbal, qui après lecture a été signé par le gérant et les associés.

Monsieur Philippe MICHAUD
agissant tant en son nom personnel
Qu'au nom et pour le compte des sociétés GAQUEN et S.D.N.E.



La SCA Normande
Représentée par M. Denis PICARD

« **DAMI** »
Société Civile Immobilière au capital de 382.000 €

Siège social :

Route de Louviers

27110 LE NEUBOURG

RCS EVREUX 424 277 663

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

SAISI le
25 JUIN 2015
Par

STATUTS

Mis à jour au 14 avril 2015

ARTICLE 1 - FORME

Cette société est régie par les dispositions générales des articles 1832 à 1870-1 du Code Civil et du décret n° 78-704 du 03 juillet 1978, par toutes dispositions légales ou réglementaires qui modifieraient ces textes, et par les présents statuts.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne ni émettre des titres négociables.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- la gestion, l'administration, la mise en valeur et l'exploitation par voie de location ou autrement de tout terrain, immeuble ou fraction d'immeuble dont elle pourra devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'apport en nature, d'échange ou de toute autre opération, notamment l'acquisition d'un ensemble immobilier situé au NEUBOURG (27110) 880 Avenue Pierre Mendès France, lieudit « La Mare aux Joncs », situé entre au Nord par l'Avenue Pierre Mendès France, au Sud par la Route de Quitteboeuf, à l'Est par la déviation et à l'Ouest par la SCI JUILLARD ; ledit immeuble implanté sur un terrain d'environ 9.182 m² cadastré section AP n° 40

- Accessoirement toutes opérations annexes se rattachant audit objet social qui ne soient pas susceptibles d'en modifier le caractère civil, la participation directe ou indirecte dans toutes opérations similaires audit objet social par tous moyens prévus par la loi.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est "**DAMI**".

Cette dénomination doit figurer sur tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Elle doit être précédée ou suivie des mots "Société Civile" suivis de l'indication du capital social.

Greffe du Tribunal de Commerce d'Evreux : dépôt N°2175 en date du 25/06/2015

ARTICLE 4 - DUREE DE LA SOCIETE - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société est constituée pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Elle aura la jouissance de la personnalité morale à compter de son immatriculation.

Jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, les rapports entre les associés sont régis par les présents statuts et par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

LE NEUBOURG (27110)
Route de Louviers.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la même commune par simple décision de la gérance et, partout ailleurs, par une décision des associés prise dans les conditions prévues à l'article 17 pour la modification des statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

1°) Lors de la constitution le 15 juin 1999, il a été apporté à la société :
une somme de 382.000 €

2°) Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Le Neubourg du 27 mars 2015, la société S.D.N.E. a cédé 18.907 parts sociales au profit de la société GAQUEN. Par acte complémentaire du 30 mars 2015, il a été précisé que le transfert de propriété et de jouissance de ces parts sociales est fixé au 01 avril 2015, et non au 27 mars 2015.

3°) Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Le Neubourg du 27 mars 2015, la société S.D.N.E. a cédé 1 part sociale au profit de la SCA Normande. Par acte complémentaire du 30 mars 2015, il a été précisé que le transfert de propriété et de jouissance de cette part sociale est fixé au 01 avril 2015, et non au 27 mars 2015.

ARTICLE 7 - FORMATION DU CAPITAL SOCIAL

Les apports constatés sous l'article précédent et s'élevant au total à TROIS CENT QUATRE VINGT DEUX MILLE (382.000) Euros forment le capital initial de la société.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES - LIBERATION DU CAPITAL

I - Le capital social est fixé à la somme de Trois Cent Quatre Vingt Deux Mille (382.000) €.

Il est divisé en Dix Neuf Mille Cent (19.100) parts sociales numérotées de 1 à 19.100 d'une valeur nominal de Vingt (20) € chacune.

Ces parts sont attribuées aux associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

- La SOCIETE DE DISTRIBUTION DU NEUBOURG ET DE L'ECALIER,
à concurrence de Une part,
numérotée 1, ci ..... 1 part

- La SCA Normande,
à concurrence de Une part,
numérotée 2, ci ..... 1 part

- La Société GAQUEN,
à concurrence de Dix Neuf Mille Quatre Vingt Dix Sept parts,
numérotées de 3 à 19.099, ci ..... 19.097 parts

- Monsieur Philippe MICHAUD, à concurrence d'une part,
numérotée 19.100, ci ..... 1 part

Total égal au nombre de parts composant
le capital social : Dix Neuf Mille Cent parts, ci ..... 19.100 parts

Ces parts ont été libérées dans les conditions prévues aux présents statuts ; l'assemblée du 06 mars 2015 a constaté la libération intégrale du capital social.

II - La libération du capital social résultant des apports en numéraire à effectuer lors de la constitution de la société ou en cas d'augmentation du capital social en numéraire régulièrement décidée, aura lieu soit immédiatement, soit par fractions successives au fur et à mesure des besoins de la société sur la demande qui en sera faite aux associés par la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les versements devant être effectués dans le mois de l'envoi de la lettre recommandée.

Toutefois, en cas d'augmentation de capital, la libération pourra avoir lieu par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible contre la société.

A défaut de versement, les sommes appelées seront productives de plein droit et sans demande préalable d'une pénalité de 1 % par mois (tout mois commencé étant compté en entier) à compter de la date fixée pour leur versement, le tout sans préjudice du droit pour la société d'en poursuivre le recouvrement à l'encontre du ou des associés défaillants et de demander des dommages intérêts.

La libération du capital social effectuée au moyen d'apports en nature devra avoir lieu immédiatement par la mise à la disposition effective des biens faisant l'objet de ces apports.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

1°) Le capital social peut être augmenté une ou plusieurs fois, par une décision collective des associés prise dans les conditions prévues à l'article 17 pour la modification des statuts, en représentation d'apports en nature ou en numéraire ou par capitalisation de tout ou partie des bénéfices ou des réserves. Ces augmentations du capital sont réalisées par création de parts sociales nouvelles, ordinaires ou privilégiées ; elles peuvent l'être aussi par élévation corrélative du montant nominal des parts existantes en cas de capitalisation de bénéfices ou de réserves.

Sous réserve des dispositions du & 3 les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans son consentement.

La décision collective portant augmentation du capital par apport nouveau peut exiger une prime dont elle fixe le montant et l'affectation.

En aucun cas, les parts sociales ne peuvent faire l'objet d'une souscription publique.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales, en vertu de l'article 12 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

2°) Le capital social peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés prise dans les conditions prévues à l'article 17 pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen d'un remboursement aux associés, d'un rachat de parts ou d'une réduction du montant nominal ou du nombre des parts.

3°) Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts.

ARTICLE 10 - TITRE D'ASSOCIES - DROITS ET OBLIGATIONS - RESPONSABILITE - INDIVISIBILITE DE LA PART SOCIALE

1°) Il n'est créé aucun titre représentatif des parts sociales. Le titre et les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

Il ne peut être émis de titres négociables en représentation des parts sociales.

2°) A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales.

3°) A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation de paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

4°) Les droits et obligations attachées à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires et aux décisions collectives des associés.

5°) Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément par application des dispositions de l'article 12. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont applicables à chaque nu-propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 11 - FORME ET PUBLICITE DES CESSIONS DE PARTS SOCIALES

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit.

Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par transfert sur les registres de la société.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et sa publicité qui est accomplie par dépôt, en annexe au registre du commerce et des sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession, s'il est notarié, ou de deux originaux, s'il est sous seing privé.

Il est tenu au siège social un registre des associés, dans les formes et suivant les modalités prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

Entre deux époux associés, les cessions de parts faites par l'un à l'autre doivent pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES - CLAUSES D'AGREMENT

1°) Cessions entre vifs

La cession des parts sociales même entre associés et à toute personne étrangère à la société est soumise au consentement des associés adopté à la double majorité des trois quarts en nombre et en voix des associés.

Ces dispositions visent toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés.

La gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur ce projet, selon les formes prévues à l'article 16.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui, le cas échéant, doit être agréé à la majorité des associés autres que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée.

Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant à renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précèdent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2°) Nantissement et cession forcée de parts sociales

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté, soit par acte authentique, soit par acte sous signatures privées signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Ce nantissement donne lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Le privilège du créancier gagiste subsiste sur les droits sociaux nantis, par le seul fait de la publication du nantissement.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues au & 1, ci-dessus, pour leur agrément à une cession de parts.

La société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts, faisant l'objet de la vente forcée, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés de la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la société, dans les conditions prévues au & 1, ci-dessus

Si la vente a eu lieu, les associés peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 7 du présent paragraphe. Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

3°) Transmission par décès

La transmission des parts par voie de succession ou de legs est soumise à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé décédé. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne devient également associée que si elle est agréée dans les mêmes conditions.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, la désignation du mandataire commun doit être faite conformément à l'article 10, & 5.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu du siège social pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la société.

Lorsque les droits hérités sont divis, la société peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions du & 1 du présent article, concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet de cession entre vifs, sont applicables, en tant que de raison, aux mutations par décès. Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la société sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de six mois, à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

La valeur des droits sociaux payée aux héritiers et ayants droit qui ne deviennent pas associés, soit par les nouveaux titulaires des parts sociales soit par la société si celle-ci les a rachetées pour les annuler, est déterminée au jour du décès. En cas de contestation, l'évaluation est faite par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Les héritiers et ayants droit non agréés ne peuvent déclarer renoncer à leur projet de partage pour écarter ou retarder l'achat ou le rachat des parts de leur auteur.

4°) Liquidation d'une communauté de biens entre époux

La transmission des parts par voie de dissolution de communauté est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé, la procédure d'agrément étant soumise aux dispositions du & 1 ci-dessus.

Toutefois, à défaut d'agrément, le conjoint associé bénéficie d'une priorité d'achat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

5°) Agrément du conjoint d'un associé commun en biens

Jusqu'à la dissolution de la communauté, un époux ne peut, à peine de nullité, employer des biens communs pour faire un apport à la société ou acquérir des parts émises par celle-là sans que son conjoint en ait été averti un mois au moins à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception et sans qu'il en soit justifié dans l'acte. La qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

Cependant la qualité d'associé est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui a notifié à la société son intention d'être personnellement associé. Lorsqu'il notifie son intention lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint doit être agréé par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales émises par la société, étant observé que l'époux associé ne participe pas au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

6°) Forme des notifications prévues au présent article

Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté par elle dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la société et des associés sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreurs proposés, l'offre de rachat par la société sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutes autres notifications ou significations sont faites soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte d'huissier de justice.

L'urgence justifie en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

ARTICLE 13 – CESSION DE L'IMMEULE ET DES DROITS SOCIAUX

Dans le cadre du présent article, les termes visés ci-après ont les définitions suivantes :

Société : désigne la SCI DAMI
Associés : désigne les associés de la SCI DAMI
Bénéficiaire : désigne la société S.D.N.E., société exploitante

1°) DROIT DE PREFERENCE

La société et/ou ses associés, chacun en ce qui le concerne, consentent à la société exploitante (au BENEFICIAIRE) qui accepte, un droit de priorité de se porter acquéreur des biens ci-après définis, de préférence à toute autre personne :

A prix égal et conditions identiques,
Le tout selon les modalités, charges et conditions ci-après précisées.

La société exploitante (BENEFICIAIRE) pourra dans l'exercice de son droit se substituer la SCA Normande (SOCIETE COOPERATIVE REGIONALE) ou toute société contrôlée par une ou plusieurs personnes titulaires du droit d'usage de l'enseigne E. Leclerc. En ce cas, le conseil de parrainage de la société exploitante (BENEFICIAIRE) désignera la société substituée.

2°) - BIENS OBJET DE LA PREFERENCE

La préférence présentement constituée s'appliquera :

- ✓ au droit de propriété, ainsi qu'à ses démembrements (nue-propriété et usufruit) portant sur un ensemble immobilier sis à LE NEUBOURG (27110) Route Départementale 840 - La Mare aux Joncs, cadastré section AP n° 40. De convention expresse, en cas de division de cet immeuble ayant pour effet d'isoler juridiquement l'ensemble des cellules commerciales formant la galerie marchande, celles-ci seront soustraites à la préférence présentement convenue, sauf si un concept E. Leclerc y est exploité.

- ✓ aux droits conférés par tout contrat de crédit-bail immobilier portant sur l'immeuble ci-dessus.

- ✓ au droit de propriété, ainsi qu'à ses démembrements (nue-propriété et usufruit) portant sur les parts sociales émises par la SOCIETE ou que celle-ci viendrait à émettre à la faveur de quelque opération juridique que ce soit.

3°) OPERATIONS CONCERNEES

Le droit de préférence pourra être exercé en cas d'aliénation à titre onéreux de tout ou partie de l'un des trois biens qui en sont l'objet tels qu'énoncés au paragraphe 2°) ci-dessus, quelles que soient la forme et les modalités de l'aliénation, mais sous les réserves et précisions ci-après.

3.1 En cas de vente, le droit de préférence sera applicable, même si le prix est stipulé ou converti en rente viagère, si le transfert de propriété est retardé, si la vente comporte une réserve de jouissance, ou selon toutes autres modalités.

3.2 Si la vente a lieu aux enchères, il sera procédé de la manière suivante, quelle que soit la cause du recours aux enchères :

- ✓ un dire du cahier des charges devra relater l'existence et les modalités du droit de préférence ;

- ✓ le titulaire du droit de préférence devra être personnellement convoqué à l'adjudication, au moins un mois à l'avance, avec toutes précisions utiles ;

- ✓ le titulaire du droit de préférence pourra se substituer au dernier enchérisseur, à prix égal et conditions identiques, par déclaration à formuler immédiatement dès la clôture des enchères.

  A défaut de quoi le droit de préférence serait éteint et son titulaire dépourvu de toute autre prérogative.

3 - 3 En cas d'apport en société, le droit de préférence, s'il est exercé, donnera lieu à paiement, par la société exploitante (BENEFICIAIRE) entre les mains de la société et/ou de ses associés, d'une somme égale à la valeur d'apport.

3 - 4 En cas de cession des droits attachés à une opération de crédit-bail immobilier, le droit de préférence sera inapplicable à toute cession qui viendrait à être exclusivement mise en œuvre au profit de la SOCIETE ou de la société exploitante (BENEFICIAIRE) en exécution de la promesse unilatérale de vente consentie par le crédit-bailleur.

3 - 5 Le droit de préférence ne pourra être exercé ni en cas de transmission à cause de mort, ni en cas d'aliénation entre vifs à titre gratuit

4°) DUREE

Le droit de préférence présentement convenu l'est pour la durée des présents statuts soit jusqu'au 17 septembre 2098.

5°) PROCEDURE DE LA PREFERENCE

Préalablement à toute aliénation et pour permettre à la société exploitante (BENEFICIAIRE) d'exercer son droit de préférence, la société et/ou ses associés notifiera son intention de céder tout ou partie de l'un des trois biens objet du droit de préférence. Copie de cette notification sera adressée à la SCA Normande (SOCIETE COOPERATIVE REGIONALE). Cette notification devra contenir, en particulier :

- les éléments essentiels relatifs à l'identification du tiers candidat cessionnaire ;
- la détermination précise de l'objet de l'aliénation ;
- le prix,
- les modalités relatives à l'entrée en jouissance du cessionnaire.

Une copie, certifiée conforme, de l'offre d'achat signée par le cessionnaire sera jointe à cette notification.

A compter de la réception par la société exploitante (BENEFICIAIRE) de la notification ci-dessus, celui-ci ou la personne substituée disposera d'un délai de deux mois pour faire connaître sa propre réponse en cas de décision de se porter acquéreur. Cette réponse ne pourra, à peine de nullité, être assortie de condition ou de modification des modalités de l'opération projetée, autre que celle(s) éventuellement imposée(s) par un texte d'ordre public. Le défaut de respect de ce délai emportera caducité du droit de préférence.

La société exploitante (BENEFICIAIRE), ou la société substituée, disposera d'un délai de quatre mois à compter du jour de l'envoi de sa réponse contenant décision de se porter acquéreur pour réaliser la cession. La réalisation de la cession s'entend de la signature des actes définitifs et parfaits, ainsi que du paiement intégral des frais et du prix.

A défaut de respect de ce délai, par le fait de la société exploitante (BENEFICIAIRE) ou celui de la personne substituée, sa levée d'option serait caduque à l'expiration du délai de réalisation, sans qu'il soit besoin d'une quelconque formalité.

La société et/ou ses associés, de son côté, s'engage à faire toute diligence afin de faciliter la réalisation de la cession. Il s'oblige, notamment, à engager toute consultation de la collectivité des associés, exprimer tout vote touchant à l'agrément du cessionnaire ou la vente de l'immeuble, fournir au rédacteur des actes de cession les titres de propriété, imprimés administratifs, esquisses cadastrales, ...

6°) TRANSMISSIBILITE PASSIVE DU PACTE

1. Les stipulations des présents statuts et les droits et obligations qui en découlent, engagent les héritiers, successeurs et ayants droit de la société et/ou ses associés. Ceux-ci seront tenus indivisiblement et solidairement des engagements qui y figurent.

   La société et/ou ses associés devra, en conséquence et notamment, imposer à son donataire ou légataire l'obligation de respecter les présents statuts pour le cas où ledit donataire ou légataire voudrait lui-même disposer, dans les mêmes conditions, des droits acquis par lui avant l'expiration du délai de validité des présents statuts.

   De même, en cas de décès de l'ASSOCIE, ses héritiers et représentants seront tenus, même s'ils sont incapables, d'exécuter les engagements résultant des présentes.

   En cas de transmission universelle de patrimoine de la SOCIETE, notamment en cas de fusion ou en cas de dissolution sans liquidation, le ou les bénéficiaires de cette transmission viendront pareillement aux droits et obligations de la SOCIETE.

2. En cas d'aliénation n'ayant pas donné lieu à exercice effectif du droit de préférence, celui-ci sera transmis passivement et de plein droit au nouveau titulaire du bien.

7°) - DROITS CONCURRENTS

La société et/ou ses associés déclarent n'avoir consenti et s'interdire de consentir volontairement, directement ou indirectement, aucun droit de préemption, de préférence ou de priorité ou droit analogue, de nature à concurrencer le présent droit de préférence.

La société exploitante (BENEFICIAIRE) se réserve - ce qui est expressément accepté par la sociétés et/ou ses associés - le droit d'invoquer la nullité de toute aliénation intervenue au mépris de engagements présentement convenus, ainsi que celui d'être purement et simplement substitué au cessionnaire.

8°) NOTIFICATIONS

Toute notification ou convocation, quelqu'en soit l'auteur, peut être adressée à son choix :

- ✓ par lettre recommandée avec ou sans demande d'avis de réception ;
- ✓ par lettre simple, contre remise d'un récépissé de ladite lettre (double de celle-ci visé par le récipiendaire, ou son représentant) ;
- ✓ par exploit d'huissier.

Il est en outre prévu ce qui suit :

- ✓ en cas d'exploit d'huissier, les frais en seront supportés par l'auteur de la notification ;
- ✓ en cas de recours à une lettre recommandée, la date de première présentation à bonne adresse, par le service postal, sera seule retenue, qu'il y ait eu acceptation ou défaut d'acceptation (pour une raison quelconque) de la lettre recommandée.

9°) - MODIFICATION DU PRESENT ARTICLE

Toute modification de l'article 13 « Cession de l'immeuble et des droits sociaux » nécessite une décision des associés à l'unanimité.

ARTICLE 14 - RETRAIT D'UN ASSOCIE

L'associé qui ne dispose pas d'acheteur pour ses parts sociales ne peut se retirer de la société sans une autorisation donnée par une décision unanime des autres associés.

Toutefois, son retrait de la société peut être autorisé par décision de justice, s'il est fondé sur de justes motifs.

L'associé autorisé à se retirer à droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés soit par les autres associés soit par des tiers désignés par eux, ou rachetés par la société elle-même. En cas de contestation cette valeur est fixée par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Tout bien apporté par l'associé autorisé à se retirer qui se trouve encore en nature dans l'actif social, lui est attribué, sur sa demande et à charge de soulte s'il y a lieu. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une distribution préférentielle. Si la valeur du bien attribué donne lieu à contestation, elle est fixée par expertise dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

La valeur des droits sociaux de l'associé qui se retire est payable dans un délai d'un an au plus tard.

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la société conformément aux dispositions ci-dessus, les autres associés peuvent à l'unanimité décider la dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 15 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

1°) La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, nommées pour une durée limitée ou non, par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérante de la société, la décision qui la nomme indique le nom de ses représentants légaux dont le changement emporte rectification de l'acte de nomination.

2°) Tout gérant est révocable par une décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. La révocation peut également être prononcée par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il est associé, le gérant révoqué conserve ses parts sociales ; il ne peut se retirer de la société que dans les conditions prévues à l'article 14, sans pouvoir invoquer un droit de retrait résultant directement de sa révocation.

3°) Tout gérant peut résigner ses fonctions à condition de notifier sa décision à tous les associés, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la prise d'effet de sa démission. Une démission sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle cause un préjudice à la société.

Le gérant qui était associé et vient à perdre cette qualité, soit en cédant la totalité de ses parts, soit en se retirant de la société par application des dispositions de l'article 14, est réputé démissionnaire d'office.

4°) Si, pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

5°) Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

6°) Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

7°) La nomination et la cessation de fonctions des gérants sont publiées conformément à la réglementation en vigueur.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination des gérants ou dans la cessation de leurs fonctions, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

8°) Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

9°) Les gérants peuvent percevoir une rémunération de leurs fonctions, fixée par une décision collective prise dans les mêmes conditions qui les nomme.

Ils ont droit, sur justification, au remboursement des frais exposés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1°) Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés et résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.

Les décisions peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée générale est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de se faire représenter à une assemblée par un autre associé muni de son pouvoir. La représentation des copropriétaires indivis de parts sociales se fait conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 10 qui régit aussi l'exercice des droits de l'usufruitier et des nu-propriétaires des parts.

La convocation d'une assemblée ou la consultation écrite des associés sont faites par la gérance.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Si la gérance fait droit à la demande, elle procède à la convocation de l'assemblée des associés ou à leur consultation par écrit. Sauf si la question posée porte sur le retard de la gérance à remplir l'une de ces obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque la gérance accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée ou consultation par écrit.

Si la gérance s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du Président du Tribunal de Grande Instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

2°) En cas de tenue d'une assemblée celle-ci a lieu au siège social ou dans tout autre endroit de la même ville.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion par lettre recommandée. Celle-ci indique l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents. Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple soit, à leurs frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour de l'assemblée porte sur la reddition de comptes de la gérance, le rapport d'ensemble sur l'activité de la société prévu à l'article 20, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par simple lettre, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus au siège social, à disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

L'assemblée est présidée par un gérant ou, le cas échéant, par le mandataire de justice chargé de la convoquer. A défaut, elle est présidée par un associé désigné à la majorité des associés présents ou représentés.

3°) En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées accompagné de tous les documents nécessaires à l'information des associés, ainsi qu'un bulletin de vote sur chaque résolution proposée sont adressés à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

4°) Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables lorsque tous les associés sont gérants.

5°) Toute délibération des associés est constatée par un procès-verbal indiquant les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre des parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis aux associés, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

S'il s'agit d'une assemblée le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président et un résumé des débats.

S'il s'agit d'une consultation écrite, la justification du respect des formalités prévues au paragraphe 3 ci-dessus et la réponse de chaque associé sont annexées au procès-verbal.

Les procès-verbaux sont établis par les gérants et, s'il y a lieu, par le président de l'assemblée.

6°) Les procès-verbaux prévus au paragraphe précédent sont établis sur un registre spécial tenu au siège de la société, côté et paraphé dans la forme ordinaire et sans frais soit par un juge du Tribunal de Commerce ou du Tribunal d'Instance, soit par le Maire ou un Adjoint au Maire de la commune du siège de la société.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

7°) Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre prévu au paragraphe précédent. Cette mention contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

8°) Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 17 - CONDITIONS REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES ET CELLES QUI MODIFIENT LES STATUTS

Sous réserve des dispositions spéciales des présents statuts fixant des conditions particulières de majorité ou exigeant l'unanimité pour certaines décisions déterminées, les décisions collectives, pour être valablement prises, doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital si elles ne comportent aucune modification des statuts ; et, celles qui comportent au contraire une telle modification ne peuvent être valablement prises qu'à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En aucun cas, la modification des statuts ne peut augmenter les engagements d'un associé sans son consentement.

L'assemblée générale extraordinaire statuant sur la modification de l'article 13 des statuts est prise à l'unanimité.

L'assemblée générale extraordinaire approuvant la cession des parts ou de l'immobilier, est prise à la double majorité des trois quarts du nombre des associés et des voix des associés.

ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES

Indépendamment des communications qui doivent lui être faites à l'occasion d'une assemblée ou d'une consultation écrite, conformément aux dispositions de l'article 16, tout associé non gérant a le droit, une fois par an, de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.

Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agréés par la Cour de Cassation ou les experts près une cour d'appel.

Tout associé non gérant a aussi le droit, une fois par an, de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Les opérations de la période de formation, faites pour le compte de la société et reprises par elle, seront rattachées à cet exercice.

ARTICLE 20- REDDITION ANNUELLE DE COMPTE

La gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comprendre un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les bénéfices nets de la société sont déterminés, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions nécessaires.

Les bénéfices distribuables sont constitués par les bénéfices nets de l'exercice, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires.

Ces bénéfices sont à la disposition des associés et répartis à proportion du nombre de parts de chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent sur la proposition de la gérance, affecter tout ou partie de ces bénéfices à tous fonds de réserve avec ou sans destination spéciale, ou au report à nouveau.

Ils peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

ARTICLE 22 - PROROGATION - TRANSFORMATION - FUSION

Les associés peuvent, aux conditions de majorité requises à l'article 17 pour la modification des statuts, décider la prorogation de la durée de la société, sa transformation, sa fusion avec une ou plusieurs autres sociétés, sa scission, sa dissolution anticipée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer cette consultation.

Chaque prorogation ne peut excéder quatre vingt dix neuf ans.

Quelle que soit la forme sociale nouvelle, la transformation régulière de la société n'emporte pas création d'un être moral nouveau.

Si la transformation doit entraîner une aggravation de la responsabilité de certains associés à raison des dettes sociales, elle ne peut être valablement décidée sans le consentement de ces associés. Il en est de même de la fusion ou de la scission de la société.

La fusion peut être réalisée soit par absorption de la société par une autre soit par la participation de la société à la constitution d'une société nouvelle. La transmission du patrimoine social par voie de scission se fait à des sociétés existantes ou à des sociétés nouvelles. Ces opérations peuvent intervenir même après la dissolution de la société.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION

1°) La société prend fin :

- par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée, sauf prorogation effectuée conformément à l'article 22,

- par la réalisation ou l'extinction de son objet,

- par l'annulation du contrat de société,

- par la dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande d'un associé pour justes motifs, notamment en cas d'inexécution de ses obligations par un associé ou de mésentente entre associés paralysant le fonctionnement de la société.

- par la dissolution anticipée prononcée par le Tribunal à la demande de tout intéressé, lorsque la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an,

- par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation des biens de la société.

2°) La dissolution anticipée de la société peut toujours être décidée aux conditions de majorité requises à l'article 17 pour la modification des statuts. Elle peut l'être aussi à l'unanimité des associés autres que celui dont le cessionnaire de parts n'a pas été agréé, ou celui qui veut ou doit se retirer de la société, dans les hypothèses prévues aux articles 12 et 14, et au dernier paragraphe du présent article, quelle que soit la fraction du capital représentée par ces autres associés.

3°) La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. Toutefois, si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la société.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales peut, à tout moment, dissoudre la société par déclaration au greffe du tribunal de commerce en vue de la mention de la dissolution au registre du commerce et des sociétés.

L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à la même personne est sans conséquence sur l'existence de la société.

4°) Le décès d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue dans les conditions prévues à l'article 12.

5°) La déconfiture, la faillite personnelle, la liquidation de biens ou le règlement judiciaire atteignant l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la société. L'intéressé perd, ipso-facto, la qualité d'associé et ses droits sociaux sont achetés ou rachetés pour être annulés, leur valeur étant déterminée en cas de contestation par un expert désigné, à défaut d'accord, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Toutefois, les autres associés peuvent, à l'unanimité, décider la dissolution de la société.

ARTICLE 24- LIQUIDATION - PARTAGE

1°) Hormis les cas de fusion ou de scission, la dissolution de la société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution de la société, la mention "Société en Liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures annonces et publications diverses.

2°) La dissolution met fin aux fonctions des gérants.

Le liquidateur est nommé par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné, à la demande de tout intéressé par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant sur requête. Tout intéressé peut former opposition à l'ordonnance dans le délai de quinze jours à dater de la publication de la nomination. Cette opposition est portée devant le Tribunal de Grande Instance. Le tribunal peut désigner un autre liquidateur.

Le liquidateur peut être révoqué dans les mêmes conditions.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales et qui procède à la dissolution de la société, par déclaration au greffe du tribunal de commerce, est liquidateur de la société à moins qu'il ne désigne une autre personne pour exercer cette fonction.

La nomination et la révocation du liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication qui est faite dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et doit contenir les indications fixées par la réglementation en vigueur.

Ni la société ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation du liquidateur, dès lors que celle-ci a été régulièrement publiée.

3°) Le liquidateur représente la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour achever les affaires en cours, réaliser, même à l'amiable, l'actif social, payer le passif exigible et répartir le solde disponible, sous réserve des dispositions du paragraphe 6, ci dessous, concernant la reprise d'un apport en nature.

L'acte de nomination peut apporter des restrictions à ces pouvoirs sans que celles-ci doivent être adoptées aux conditions requises pour la modification des statuts. Ces restrictions ne sont opposables aux tiers qu'à condition d'avoir été publiées en même temps que la nomination, conformément à la réglementation en vigueur.

Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, si plusieurs liquidateurs ont été nommés, ils peuvent exercer leurs fonctions séparément. Toutefois les documents soumis aux associés sont établis et présentés en commun.

Au cours de la liquidation de la société, le liquidateur accomplit, sous sa responsabilité, les formalités de publicité incombant aux représentants légaux de la société. Notamment, toute décision entraînant modification des mentions publiées dans l'avis de nomination fait l'objet de la même publication que ces mentions.

4°) La rémunération des liquidateurs est fixée par la décision qui les nomme. A défaut, elle l'est postérieurement, à la demande du liquidateur, par ordonnance sur requête du Président du Tribunal de Grande Instance.

5°) La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Quelle que soit la nature de l'acte qui les nomme, les liquidateurs doivent rendre compte aux associés de l'accomplissement de leur mission, dans les conditions déterminées par l'acte de nomination, ou, à défaut, au moins annuellement sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences qu'ils ont effectuées pendant l'année écoulée.

La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés, après approbation des comptes définitifs de la liquidation. A défaut d'approbation des comptes ou si la consultation des associés s'avère impossible, il est statué sur les comptes et, le cas échéant, sur la clôture de la liquidation, par le Tribunal de Grande Instance, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

Les comptes définitifs, la décision des associés et, s'il y a lieu, la décision judiciaire prévue à l'alinéa précédent sont déposés au greffe du tribunal de commerce en annexe au registre du commerce et des sociétés.

La société est radiée du registre du commerce et des sociétés sur justification de l'accomplissement des formalités prescrites au présent paragraphe et de la publication de l'avis de clôture de la liquidation.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le Tribunal, qui fait procéder à la liquidation ou, si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

6°) Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux. Leurs rapports sont alors régis, à la clôture de la liquidation, en ce qui concerne ces biens, par les dispositions relatives à l'indivision.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

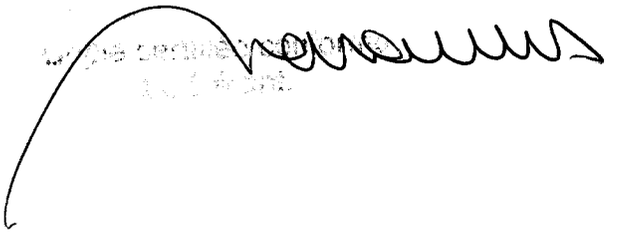
A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

Fait au NEUBOURG,

Le 15 juin 1999

Mis à jour le 26 Mars 2003

Mis à jour le 14 avril 2015



« **DAMI** »
Société Civile Immobilière au capital de 382.000 Euros

Siège social :

Route de Louviers

27110 LE NEUBOURG

RCS EVREUX 424.277.663

POUVOIR

Je soussigné :

. Monsieur Philippe **MICHAUD**

agissant en qualité de Gérant de la société,

Donne pouvoir à :

La société « SOFINOR - Cabinet BOURON et Associés » Société d'Avocats Avocat à ELBEUF (76500) rue de la Forêt n° 19,

- pour effectuer toutes démarches auprès du Centre de Formalités des Entreprises, Registre du Commerce et des Sociétés,

- et généralement pour faire le nécessaire.

AU NEUBOURG
le 14 avril 2015

SOFINOR - Cabinet BOURON & Associés
SOCIÉTÉ D'AVOCATS
SELAS au capital de 160.000 €

François-Claude BOURON
Droit des sociétés - Droit Fiscal
Avocat Honoraire

Dominique DUGUÉ
Carole HOULIER
Avocats Associés

Florent ZANAROLI
DJCE
CES - Droit des Sociétés
Avocat

Anne-Sophie DESAVOYE
Avocat

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

7 Rue de la Petite Cité

27003 EVREUX Cedex

Elbeuf,
Le 23 juin 2015

Messieurs,

Suite aux cessions de parts sociales, aux actes modificatifs des cessions de parts sociales et à la mise à jour des statuts consécutive, intervenues dans la société « **DAMI** », nous vous adressons ci-joint les documents suivants aux fins de dépôt :

. 1 pouvoir

. 1 original enregistré de l'acte de cession de parts du 27.03.2015 au profit de Gaquen
. 1 original enregistré de l'acte de cession de parts du 27.03.2015 au profit de la SCA

. 1 exemplaire de l'acte modificatif du 27 mars 2015, avec Gaquen
. 1 exemplaire de l'acte modificatif du 27 mars 2015, avec la SCA

. 1 exemplaire de l'assemblée générale extraordinaire du 14 avril 2015
. 1 exemplaire des statuts mis à jour au 14 avril 2015

Frais : compte au GTC Evreux.

Toutefois, vous voudrez bien nous faire parvenir, par courrier tournant, les récépissés de dépôt de pièces ainsi que toute correspondance éventuelle, **à l'adresse d'ELBEUF CEDEX (76503) 19 rue de la Forêt - BP 335.**

Vous souhaitant bonne réception de ces documents,

nous vous prions de croire, Messieurs, en l'expression de nos sentiments distingués.

Po / C. Houlier

AVOCAT

75, allée Paul Langevin
Technoparc des Bocquets - B.P. 98 - 76230 BOIS GUILLAUME
Tél. 02 35 70 64 70 - Fax 02 35 88 48 56
e-mail : rouen@sofin.fr
RCS ROUEN D 550 502 827
Case n°59

19, rue de la Forêt
B.P. 335 - 76503 ELBEUF cedex
Tél. 02 32 96 00 62 - [redacted]
e-mail : a.lemarie@sofin.fr
RCS ROUEN D 550 502 827
Case n°59